

ACTION URGENTE

NOUVEAU PROCÈS ENTACHÉ DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

Vingt Égyptiens et 10 Émiriens, dont au moins trois prisonniers d'opinion, encourrent de longues peines d'emprisonnement. La dernière audience de leur procès collectif a eu lieu le 17 décembre. Les détenus n'ont, semble-t-il, pas été autorisés à consulter un avocat. Le jugement les concernant devrait être rendu le 21 janvier 2014. S'ils sont déclarés coupables, ils ne pourront interjeter appel.

Mohammed al Mansoori, avocat de premier plan, Hussain Ali Alnajjar Alhammadi, physicien, et Saleh Mohammed al Dhufairi, ancien enseignant, figurent parmi les 10 Émiriens en cours de jugement. Plus tôt dans l'année, toutes ces personnes ont été condamnées à des peines d'emprisonnement à l'issue d'un précédent procès collectif, au cours duquel 94 personnes ont été jugées. Dans la nouvelle affaire, 20 Égyptiens sont accusés d'avoir mis en place une section des Frères musulmans égyptiens dans les Émirats arabes unis. L'un d'eux est aussi accusé d'avoir dérobé des informations classées « secret défense » se trouvant sur une clé USB qu'un agent chargé de la sécurité nationale lui aurait transmise. Mohammed al Mansoori, Hussain Alnajjar, Saleh al Dhufairi et d'autres personnes sont accusés d'avoir eu connaissance du vol et de ne pas l'avoir dénoncé aux autorités. Saleh al Dhufairi, comme d'autres, a également été inculpé d'avoir diffusé les informations volées, bien que sa famille affirme qu'il se trouvait en détention au moment des faits qui lui sont reprochés. Par ailleurs, cet homme et d'autres personnes ont été inculpés de ne pas avoir informé les autorités de la création d'une section des Frères musulmans. Tous les prévenus ont nié l'ensemble des faits qui leur sont reprochés. Ils encourrent jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.

Le procès s'est ouvert le 5 novembre 2013 devant la Cour suprême fédérale, à Abou Dhabi. Hormis les six qui sont jugés par contumace, les Égyptiens ont été arrêtés entre novembre 2012 et janvier 2013 et auraient été détenus au secret pendant plusieurs mois. Beaucoup ont déclaré au tribunal qu'ils avaient subi des actes de torture et d'autres mauvais traitements, y compris des décharges électriques, et avaient été contraints à signer des « aveux ». Amnesty International a recueilli des informations sur des atteintes similaires dans l'affaire des 94 Émiriens. Aucun des prévenus n'a, semble-t-il, été autorisé à consulter un avocat depuis le début de l'affaire. L'organisation considère au moins trois des détenus – Mohammed al Mansoori, Hussain Alnajjar et Saleh al Dhufairi – comme des prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits aux libertés d'expression et d'association.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités émiriennes à libérer immédiatement et sans condition Mohammed al Mansoori, Hussain Alnajjar, Saleh al Dhufairi et toutes les personnes mises en cause dans la même affaire qui sont détenues uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits aux libertés d'expression et d'association ;
- demandez-leur de mener sans délai une enquête impartiale sur les allégations relatives à des actes de torture et d'autres mauvais traitements et de traduire en justice tous les responsables présumés de ces agissements, dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 JANVIER 2014 À :

Président de la République

Sheikh Khalifa bin Zayed Al Nahyan
Ministry of Presidential Affairs
Corniche Road
Abu Dhabi, P.O. Box 280
Émirats arabes unis
Fax : +971 2 622 2228
Courriel : ihitimam@mopa.ae
Formule d'appel : Your Highness, /
Monsieur le Président,

Prince héritier d'Abou Dhabi
Sheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan
Crown Prince Court Bainunah Street
Abu Dhabi, P.O. Box 124
Émirats arabes unis
Fax : +971 2 668 6622
Twitter : @MBZNews
Formule d'appel : Your Highness, /
Monseigneur,

Copies à :

Vice-président et Premier ministre
Sheikh Mohammed Bin Rashid al-Maktoum
Office of the Prime Minister
Dubai, P.O. Box 2838
Émirats arabes unis
Fax : + 971 4 3531974
Courriel : info@primeminister.ae
Twitter : @HHSkMohd

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques des Émirats arabes unis dans votre pays. Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

NOUVEAU PROCÈS ENTACHÉ DE VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Mohammed al Mansoori, Saleh Mohammed al Dhufairi et Hussain Ali Alnajjar Alhammadi, aux côtés des sept autres Émiriens, figuraient parmi les 69 personnes déclarées coupables et condamnées à des peines allant de sept à 15 ans d'emprisonnement à l'issue du procès des 94 Émiriens. Mohammed al Mansoori était l'une des 18 personnes qui ont entamé une grève de la faim en août 2013 pour protester contre leurs conditions de détention et les violences physiques que des gardiens leur infligeaient (voir *Émirats arabes unis. Des détracteurs du gouvernement emprisonnés en grève de la faim*, MDE 25/009/2013). Les 10 Émiriens concernés, ainsi que les 14 Égyptiens détenus dans le cadre de l'affaire en cours, se trouvent à la prison d'Al Razeen, à Abou Dhabi.

Abdulhameed al Kumaiti, principal avocat de la défense, n'a pas pu communiquer avec son client depuis le début de l'affaire. Le 15 décembre 2013, soit deux jours avant la dernière audience, la direction de la prison d'Al Razeen l'a forcé à attendre deux heures puis l'a finalement empêché de voir son client. Abdulhameed al Kumaiti a déclaré avoir remarqué qu'il faisait l'objet d'une surveillance accrue compte tenu de sa participation à l'affaire en cours et à celle des 94 Émiriens, dans laquelle il jouait également le rôle d'avocat de la défense. Ainsi, il est fréquemment suivi par des voitures qui, selon lui, appartiennent aux services de la sûreté de l'État.

Lors de la plaidoirie de quatre heures qu'il a prononcée à l'audience du 17 décembre, Abdulhameed al Kumaiti a demandé l'abandon des charges pesant sur ses clients et a mis en évidence ce qu'il considérait comme des vices et des incohérences de la part du parquet. Il a invoqué le fait que les dates auxquelles les détenus avaient été arrêtés initialement différaient de celles consignées dans les pièces de procédure. Les détenus affirment que ces dates ont été falsifiées et qu'ils ont été arrêtés sans mandat puis détenus dans des lieux secrets pendant des mois, au cours desquels ils ont été contraints à signer des « aveux » sous la torture. Abdulhameed al Kumaiti a déclaré que les détenus avaient aussi eu les yeux bandés et qu'on les avait privés de leurs lunettes au moment de la signature.

Amnesty International a déjà recueilli des informations sur les procès iniques dans les Émirats arabes unis. Pour en savoir plus, voir *Émirats arabes unis. Les violations des droits humains au sein du système pénal doivent cesser* (MDE 25/005/2013) et *Émirats arabes unis. Procès collectif inéquitable de 94 dissidents* (MDE 25/003/2013).

Les activités politiques indépendantes sont très restreintes dans les Émirats arabes unis. Inspirés par les manifestations de grande ampleur organisées depuis 2011 à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, un petit nombre d'Émiriens ont publiquement demandé des efforts sur le plan de la redevabilité, de la transparence et de la démocratisation mais se sont heurtés à la répression dans le cadre d'une politique de plus en plus offensive visant à battre en brèche la liberté d'expression et d'association. Des dissidents du régime émirien sont arrêtés et inculpés d'infractions liées à la sécurité nationale et formulées de manière floue. Nombre des personnes arrêtées, inculpées et déclarées coupables sont qualifiées d'« islamistes » et calomniées par les autorités, ainsi que par les médias nationaux majoritairement pro-gouvernementaux. Dans les Émirats arabes unis, les défenseurs des droits humains sont victimes depuis longtemps de harcèlement et de manœuvres d'intimidation. Plusieurs ont été détenus arbitrairement, frappés d'interdiction de voyager ou menacés d'expulsion. Certains ont été menacés de mort, agressés physiquement par des partisans du gouvernement ou victimes de campagnes de diffamation sur les réseaux sociaux et dans les médias étatiques.

Noms : Mohammed al Mansoori, Saleh Mohammed al Dhufairi, Hussain Ali Alnajjar al Hammadi, Saleh Faraj, Salah al Meshad, Medhat Rajab, Abdullah Al Arabi, Ibrahim Abdulaziz, Murad Muhammad, Medhat Mohamed, Mohammed Abdel Moneim, Abdel Moneim Al Sayed, Abdullah Mohammed, Ali Ahmad, Mohamed Mahmoud, Ahmed Labib, Ahmed Mahmoud, Othman Abdul Rahman, Al Sayed Awad, Hassan Al Sayed, Ashraf Kamel, Ahmed Mohammed, Hamada Abdulaziz, Ahmad Al Tabour, Hassan Al Hammadi, Khalid al Shibeh, Hamad Ruqait, Ali Al Kindi, Rashid Imran, Tariq Al Qasim

Hommes

AU 347/13, MDE 25/012/2013, 23 décembre 2013